



Lettre n° 308 du 5 novembre 2023

Au sommaire :

- **Le génocide des Palestiniens par l'État d'Israël avec l'aide des USA et de leurs alliés soulève la révolte à travers le monde entier** - Galia Trépère
- **Entre récession, menace de crise de la dette ou financière, guerres, l'inflation du capital ruine l'économie mondiale** - Daniel Minvielle
- **Face à la crise écologique, « urgence sanitaire mondiale », en finir avec la folie du nationalisme et du capitalisme** - Bruno Bajou

Le génocide des Palestiniens par l'État d'Israël avec l'aide des USA et de leurs alliés soulève la révolte à travers le monde entier

Dans la nuit de jeudi à vendredi, après avoir laissé sortir plusieurs centaines de ressortissants d'autres pays et binationaux par le check-point de Rafah, l'armée israélienne a annoncé qu'elle avait encerclé la bande de Gaza et qu'elle allait y renvoyer les Palestiniens, travaillant en Israël, qu'elle avait retenus après le 7 octobre. Désormais, il n'y aurait plus aucune communication avec Gaza, complètement coupée du monde. Le pire est à craindre, au-delà de l'horreur des massacres de masse déjà perpétrés et des conséquences meurtrières de la famine, du manque d'eau potable, de l'absence de soins médicaux. Vendredi et samedi, l'armée israélienne n'a pas hésité à bombarder l'entrée de l'hôpital al-Shifa à Gaza, un convoi d'ambulances, une école de l'ONU, une de plus, où s'étaient réfugiées des personnes déplacées, ainsi que le camp de réfugiés de Maghazi à Gaza faisant 51 morts, majoritairement des femmes et des enfants.

Le camp de concentration qu'était déjà Gaza devient un véritable camp d'extermination. Plus de 10 000 Gazaouis dont plus de 3900 enfants sont déjà morts, un nombre largement sous-estimé parce qu'il est impossible de retrouver les corps sous les tonnes de béton des tours d'habitation écroulées sous les bombes et il y a au moins trois fois plus de blessés.

Le pouvoir israélien a annoncé avoir ordonné des frappes sur plus de 600 cibles dans la seule journée du dimanche 29 octobre rasant dix tours d'habitation dans le sud de Gaza. Mardi et mercredi dernier, le camp de Jabaliya, à Gaza, qui abrite 116 000 personnes, a été bombardé à plusieurs reprises par l'aviation israélienne à coups de bombes d'une tonne et de missiles, faisant 195 morts officiellement. L'armée israélienne s'est félicitée d'avoir réus-

si à « viser avec succès » un des chefs du Hamas, affirmant aussi que la population était prévenue -mais où peut aller celle-ci alors que tout est bombardé du nord au sud, y compris les refuges de l'ONU, les écoles et les hôpitaux. Cela n'empêche pas des médias en France et dans d'autres pays alliés du régime sioniste de relayer complaisamment ce récit mensonger en parlant de « dommages collatéraux » et de « boucliers humains » que seraient les civils palestiniens.

Les puissances occidentales complices du plan israélien d'épuration ethnique

Une grande partie de la presse occulte le génocide en cours pour mettre en exergue les appels hypocrites des Etats-Unis et autres gouvernements occidentaux à des « pauses humanitaires » et à « épargner les civils ». Macron, après le flop de sa proposition de coalition contre le Hamas, projette maintenant une conférence humanitaire qui se tiendrait à Paris le 9 novembre. Le ridicule le dispute au cynisme alors que des bombes d'une tonne sont lâchées de façon continue à Gaza et que l'artillerie israélienne accompagne ses tirs d'obus au phosphore disséminant leurs particules incendiaires qui mettent le feu à tout ce qui est inflammable, y compris les meubles, les vêtements et les corps humains. Des parties entières de Gaza sont transformées en charniers à ciel ouvert. Affamé-es et sans eau potable, sans abris, les survivant-es vivent un enfer, dans l'attente des bombes qui déciment des familles entières et submergent les hôpitaux qui restent encore debout de blessés que les médecins opèrent le plus souvent sans anesthésie ni médicaments ni électricité. 117 camions d'aide au total ont pu rentrer à Gaza jusqu'au 29

octobre dernier, quand il en faudrait 100 par jour au minimum.

En Cisjordanie, des colons israéliens d'extrême droite se livrent à des pogroms contre les Palestiniens pour les chasser de leurs terres, non seulement en toute impunité mais protégés et encadrés par les soldats israéliens. On y compte déjà plus de 140 morts et 5000 Palestiniens y ont été arrêtés.

Les deux objectifs officiels de l'offensive d'Israël contre Gaza, éliminer le Hamas et sauver les otages qu'il a capturés le 7 octobre dernier, ne résistent pas aux faits. Les familles d'otages sont unanimes pour réclamer l'arrêt des bombardements et accepter les conditions posées par le Hamas, la libération des milliers de prisonniers palestiniens y compris des membres des commandos du 7 octobre. Elles se sont heurtées à un refus catégorique de Nétanyahou emporté dans l'hystérie guerrière pour tenter de sauver son propre avenir de politicien assassin.

Quant à l'élimination du Hamas, si les autorités israéliennes se sont déjà félicitées d'avoir tué plusieurs de ses dirigeants, elles ne cherchent même pas à masquer leurs véritables objectifs, semer la mort et la terreur par les bombardements, mener une opération d'extermination de la population à Gaza.

« Il s'agit d'un cas d'école de génocide, écrit dans sa lettre de démission du 28 octobre, le directeur du Bureau de New York du Haut Commissariat aux droits humains, Craig Mokhiber. Le projet colonial européen, ethno-nationaliste, de colonisation en Palestine est entré dans sa phase finale, vers la destruction accélérée des derniers vestiges de la vie palestinienne indigène en Palestine. Qui plus est, les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'une grande partie de l'Europe sont totalement complices de cet horrible assaut. Non seulement ces gouvernements refusent de remplir leurs obligations conventionnelles "d'assurer le respect" des conventions de Genève, mais ils arment activement l'offensive, fournissent un soutien économique, des renseignements, et couvrent politiquement et diplomatiquement les atrocités commises par Israël. »

La logique folle des grandes puissances capitalistes au risque d'une extension et d'une généralisation de la guerre

A la suite des bombardements sur le camp de Jabaliya, responsables américains et occidentaux ont fait mine de s'inquiéter du sort des civils palestiniens et de l'insuffisance de l'aide humanitaire que laissait entrer Israël à Gaza. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Blinken avait fait des déclarations dans ce sens la veille de sa visite en Israël. A peine arrivé à Tel-Aviv, il a apporté un soutien inconditionnel au régime sioniste. *« Nous restons convaincus qu'Israël a non seulement le droit mais aussi l'obligation de se défendre et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le 7 octobre ne se reproduise plus jamais ».*

La réalité, c'est que les États-Unis qui financent déjà l'armée israélienne sont en train de discuter une nouvelle

aide financière qui s'ajouterait à celle de 3,5 milliards de dollars qui lui est accordée chaque année. L'État américain voudrait sans doute pouvoir contrôler la situation, empêcher un embrasement de la région provoqué par la révolte des populations arabes en réaction au massacre des Palestiniens et une extension de la guerre, tout comme d'ailleurs l'Iran ou le Hezbollah, mais il est bien incapable de contrôler la logique de l'escalade militaire dans laquelle il s'est engagé. Son soutien inconditionnel au régime israélien est dans la continuité de toute l'histoire du sionisme et de l'État d'Israël, dont les vieilles puissances coloniales puis les États-Unis ont fait le champion de leurs intérêts au Moyen-Orient contre les peuples de la région.

Les puissances occidentales ont déployé ces dernières semaines un dispositif militaire considérable au large des côtes israéliennes, à Chypre, dans le but officiel d'évacuer leurs ressortissants ou de leur porter secours en cas d'extension du conflit au Proche-Orient. Le Royaume-Uni qui y possède déjà deux bases militaires vient de renforcer leurs effectifs. La France y envoie deux porte-hélicoptères et deux frégates, l'Allemagne deux avions de transport militaire A400 et 1000 soldats des forces spéciales et parachutistes, ainsi que trois navires de guerre, les Pays-Bas deux avions de transport militaire C-130 avec à leur bord 200 fusiliers-marins, le Canada un avion C-17A Globemaster III et plus de 300 militaires...

Ce dispositif augmente de jour en jour, et peut également compter en cas de besoin sur les très importants moyens des groupes navals des deux porte-avions américains dans le secteur, le Dwight Eisenhower et le Gerald R. Ford.

Ce déploiement militaire jusqu'alors dissuasif ne sera probablement pas directement engagé dans la guerre à court terme du fait qu'à ce stade ni l'Iran ni le Hezbollah ne semblent souhaiter y intervenir eux-mêmes directement. Vendredi, devant une foule de milliers de ses partisans, le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, tout en revendiquant les attaques menées contre Israël dans le nord du pays pour soulager le Hamas et sans écarter l'éventualité *« d'une guerre totale »*, s'est adressé aux États-Unis, qu'il dénonce comme premier responsable de la guerre et des souffrances des Palestiniens, pour empêcher l'extension du conflit en arrêtant l'agression contre Gaza. Peut-être que les uns et les autres comme les régimes arabes laisseront Israël achever sa guerre de nettoyage ethnique sans intervenir. Ils dressent les peuples contre eux, sèment la colère et la révolte qui se retournera contre leur infamie tant au Moyen Orient, plus que jamais une poudrière lieu d'incessants affrontements menaçant en permanence d'une généralisation de la guerre, que dans le monde entier.

« Conflit de civilisation » ? Non, une guerre de classe pour soumettre les peuples et les travailleurs

Des millions de femmes et d'hommes à travers le monde ont bravé la répression de leurs gouvernements pour mani-

fester leur soutien à la population palestinienne. Profitant de l'attaque, clairement antisémite, d'une foule hostile aux Juifs sur un aéroport au Daghestan, une responsable du conseil de sécurité de la Maison Blanche a dénoncé sur X : « *une montée mondiale de l'antisémitisme* ». Et que lui importe que des milliers de Juifs aient manifesté dans la gare Grand Central de New-York en solidarité avec les Palestiniens et contre les gouvernements des Etats-Unis et d'Israël !

En France, c'est une campagne du même ordre qui a été orchestrée par le gouvernement et une grande partie de la classe politique contre le prétendu antisémitisme des organisations et partis qui ont exprimé leur soutien aux Palestiniens à l'Assemblée et par des rassemblements et des manifestations. Une accusation calomnieuse amplifiée par l'extrême droite de Le Pen et Zemmour, championne s'il en est de l'antisémitisme, qui cherche à salir la légitime solidarité et révolte contre le génocide en flattant les préjugés du racisme antimusulman et islamophobe.

La propagande belliciste mensongère des Etats-Unis et des grandes puissances occidentales définit la guerre comme le produit d'un conflit idéologique entre « *l'occident* » et ses valeurs -la démocratie et la liberté- et les dictatures quand il s'agit de Poutine ou de la Chine, ou bien prenant la suite de l'« *axe du mal* » de Bush après le 11 Septembre, du terrorisme islamiste quand ce n'est pas de l'islam tout court. C'est ce qui donne lieu aux théories

délirantes du « *grand remplacement* » de Zemmour et autres comme à la campagne islamophobe systématique menée depuis des années par le gouvernement français, et Macron-Darmanin aujourd'hui.

Quelles que soient ses justifications mensongères, la guerre est le produit de la concurrence exacerbée qui régite les relations internationales comme les rapports entre les classes sous le règne mondialisé du capitalisme, une guerre de tous les instants menée par les classes possédantes contre les travailleurs et les peuples pour accaparer les richesses produites par l'exploitation de la nature et des êtres humains.

Partout, à travers le monde, s'expriment l'écœurement, la colère et la révolte devant les crimes et les mensonges cyniques de Netanyahu, Biden et leurs soutiens. Il est illusoire de demander aux criminels d'arrêter leur œuvre macabre perpétrée en toute conscience et lucidité, de croire qu'il serait possible de faire pression sur eux, de leur faire entendre raison. La guerre est le mode de perpétuation de leur système économique fondé sur l'exploitation et l'oppression. Une paix démocratique respectueuse des droits des peuples ne pourra venir que de leur défaite par les prolétaires du monde entier. Le martyr du peuple palestinien devient le drapeau du soulèvement de tous les exploités pour en finir avec cette barbarie du monde capitaliste.

Galia Trépère

Entre récession, menace de crise de la dette ou financière, guerres, l'inflation du capital ruine l'économie mondiale

La CNUCED (conférence des nations unies pour le commerce et le développement) a publié début octobre son rapport annuel sur la santé de l'économie mondiale. Le tableau qu'elle en dresse illustre par ses statistiques et ses analyses un état des lieux et des évolutions dont l'évidence s'impose depuis bien des mois. La croissance de l'économie mondiale est en baisse, au bord de la récession... Les investissements fuient plus que jamais le secteur de la production pour se précipiter dans les opérations financières, industrie de la dette et spéculation sur les marchés financiers... La concentration du capital se traduit par une domination toujours plus grande des entreprises géantes, dont la croissance sans précédent des profits se nourrit du recul de la part des revenus du travail dans les richesses produites, génère l'inflation, creuse les inégalités sociales, alimente la récession et prépare de nouveaux effondrements financiers.

Pour la CNUCED, « *l'économie mondiale est à la croisée des chemins, où des trajectoires de croissance divergentes, des inégalités croissantes, une concentration de plus en plus forte des marchés et un fardeau de la dette de plus en plus lourd projettent une ombre sur son avenir.* » Cette « *ombre* », bel euphémisme, n'est autre que

la déroute du mode de production capitaliste sénile, une marche à la faillite que le rapport met clairement en évidence. Mais les auteurs du rapport n'ont à lui opposer d'autre alternative que de s'en remettre aux banques centrales et aux « *autorités nationales et supranationales* ». Autant d'acteurs, Banques centrales, Etats, FMI et sommets internationaux en tout genre, qui ont depuis longtemps démontré non seulement leur impuissance, leur incapacité à redresser la trajectoire mais aussi leur pouvoir de nuisance, chaque remède prétendant répondre à un aspect de la crise se traduisant par une aggravation de l'état général du système.

Le malade sous perfusion et sa drogue, l'inflation du capital

Le principal « *avertissement* » du rapport concerne le ralentissement de la croissance mondiale, qui ne devrait pas dépasser 2,4 % en 2023. Compte tenu des disparités entre pays, un taux aussi bas signifie que plus de la moitié des pays de la planète sont en récession. Parmi les pays riches, l'Europe est particulièrement touchée. Le PIB de la Zone euro a reculé de 0,1 % entre juillet et septembre. L'Allemagne est en récession. En France, selon l'OFCE,

la croissance ne dépassera pas 1 % cette année. Quant à celle des Etats-Unis, 4,9 % au troisième trimestre, elle est portée par les plans Biden de financement massif de l'industrie, loin d'une dynamique qui lui serait propre.

Parmi les multiples facteurs qui expliquent ce ralentissement général, il y a la politique de resserrement monétaire menée par les banques centrales sous couvert de lutter contre l'inflation. En augmentant les taux auxquels elles prêtent de l'argent aux banques privées, elles ont déclenché une hausse générale des taux d'intérêts qui est un frein pour l'ensemble des crédits, aux ménages, aux entreprises, aux Etats. Et donc produit un ralentissement des activités économiques, la menace de faillites et de l'aggravation du chômage, ainsi qu'un effet explosif sur la dette de nombreux pays, en particulier les plus pauvres.

« *Quelque 3,3 milliards de personnes, soit près de la moitié de l'humanité, vivent aujourd'hui dans des pays qui consacrent plus d'argent au paiement des intérêts de la dette qu'à l'éducation ou à la santé* », écrit le rapport. La dette extérieure et la dette garantie par l'Etat ont triplé dans ces pays au cours de la dernière décennie. La part des recettes publiques consacrée au remboursement de cette dette est passée de 6 % en 2010 à 16 % en 2021. Près d'un tiers de ces pays se trouvent au « *bord du gouffre du surendettement* » et la situation devrait s'aggraver à mesure que les taux d'intérêt sur les obligations augmentent.

En France, le montant de l'endettement public dépasse 3000 milliards d'euros. La charge de cette dette (paiement des intérêts) devrait s'élever à 52 milliards d'euros en 2024, 56 milliards en 2025, 61 milliards en 2026 et plus de 70 milliards en 2027 (le *Figaro*). Cette hausse est le produit, sur fond de déficit chronique et de cadeaux aux entreprises, de l'augmentation des taux d'intérêt des nouveaux emprunts et de l'augmentation globale de l'endettement qui, après le record de 270 milliards en 2023 va s'élever à 283 milliards en 2024.

S'endetter toujours plus pour payer la dette précédente ou la marche infernale de la machine à pomper, par le biais de l'impôt, toujours plus de richesses des poches de la population vers les coffres de l'oligarchie financière qui règne sur les marchés obligataires...

Les restrictions monétaires orchestrées depuis quelques mois par les banques centrales n'ont pas mis fin à la mise sous perfusion du capital financier en place depuis la crise de la dette de 2011. Les Etats assurent la relève, avec les subventions massives aux entreprises et une fiscalité qui leur est toujours plus favorable, à quoi s'ajoute aujourd'hui le financement à marche forcée de la course à l'armement. Le tout au prix de nouvelles dettes.

Le fait que les marges réalisées par les entreprises soient plus hautes que jamais dans un contexte de ralentissement économique et d'inflation qui limite le pouvoir d'achat du plus grand nombre n'a ainsi rien de paradoxal. Ces marges explosent au sommet de la pyramide, comme le pointe le rapport, qui met en évidence « *la domination croissante de l'économie mondiale par les entreprises géantes et le capital financier* ». La part des richesses pro-

duites revenant en moyenne au monde du travail est passée de 57 % (du PIB mondial) en 2000 à 53 % aujourd'hui. Cela signifie que sur un PIB mondial de près de 100 000 milliards de dollars, les revenus des travailleurs sont aujourd'hui inférieurs d'environ 4000 milliards de dollars à ce qu'ils seraient si le taux de répartition de 2000 avait été maintenu. Du fait de la concentration du capital, l'essentiel du produit de ce hold-up s'accumule dans les holdings des multinationales et des grandes banques.

Le rapport le confirme, ce sont ces mêmes « *entreprises géantes* », en particulier les multinationales des secteurs de l'énergie, de l'agro-alimentaire, des transports maritimes qui sont à l'origine de la flambée inflationniste commencée en 2021. Ajoutant la spéculation aux désorganisations liées à la pandémie de covid, elles ont mis à profit leur position de monopole pour augmenter leurs prix, dont les hausses se sont répercutées en cascade jusqu'aux produits finaux, en particulier les produits alimentaires et l'énergie.

« *Le contraste frappant entre les profits croissants des géants du commerce des matières premières et l'insécurité alimentaire généralisée de millions de personnes souligne une réalité troublante : l'activité non réglementée dans le secteur des matières premières contribue à l'augmentation spéculative des prix et à l'instabilité du marché, exacerbant la crise alimentaire mondiale* » écrivent les auteurs du rapport, qui concluent : « *Les profits tirés des activités financières sont désormais à l'origine des profits du secteur mondial du commerce des denrées alimentaires* ». Ils pointent le « *rôle disproportionné* » joué par les « *activités non opérationnelles* [c'est-à-dire la spéculation] ... *dans l'ère actuelle des superprofits* ».

Le monde de la finance s'administre à lui-même sa propre dope, spéculant à tout va, dans une inflation du capital hors contrôle qui plonge l'économie mondiale dans la récession, affame des millions de personnes, accumule les ingrédients d'un effondrement financier et de la dette sans précédent. Cela s'accompagne de la montée des affrontements guerriers, la guerre en Ukraine et maintenant au Proche-Orient.

Face à cela, les « *préconisations* » que font les auteurs du rapport à leurs mandants, « *un dosage plus équilibré de mesures budgétaires, monétaires et de l'offre. Une coordination entre les autorités nationales et supranationales est nécessaire pour gérer les pressions inflationnistes et assurer la stabilité des prix, favoriser un environnement propice à une croissance tirée par l'investissement, mettre en œuvre des mesures visant à réduire les disparités de revenus, améliorer les salaires réels et renforcer les systèmes de protection sociale ...* », sont plus que dérisoires, une façon de les renvoyer à leur propre impuissance face à la déliquescence du capitalisme financiarisé mondialisé.

Le capitalisme financier mondialisé à la dérive sans amarres...

Tout le monde voit bien que la « *coopération entre autorités nationales et supranationales* » à laquelle le rapport

fait appel n'est pas à l'ordre du jour. L'actualité est au contraire au repli nationaliste, au protectionnisme économique sur fond d'exacerbation de la concurrence, tandis que les réseaux des échanges internationaux, les grandes chaînes de valeur qui s'étaient construites au cours de la phase montante de la mondialisation se fragmentent, se réorganisent sous le coup des contraintes imposées par la montée des affrontements géopolitiques. Au sommet de cet affrontement se trouvent les Etats Unis et la Chine, tandis que les puissances européennes ainsi que d'autres puissances, Inde, Brésil, Russie, Iran, Turquie, etc., tentent de jouer leur propre jeu, au profit de leur propre bourgeoisie.

Depuis début septembre, une série de sommets internationaux se sont succédé, G20 en Inde, BRICS en Afrique du Sud, G77+ à la Havane, Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Marrakech. Tous prétendaient vouloir contribuer à la restauration des relations internationales, à la lutte comme le réchauffement climatique et les inégalités. Ils se sont révélés être des rassemblements de brigands venant négocier leur part du gâteau tiré de l'exploitation sans limite de la terre et des hommes. Bien des commentateurs ont alors déploré ce qu'ils considéraient comme « *la fin des institutions de Bretton Wood* » et d'un prétendu multilatéralisme dont elles auraient été le garant.

En réalité, sous couvert de gestion démocratique des relations économiques mondiales, les institutions nées à Bretton Wood en 1944 (FMI, Banque mondiale, OMC, ONU) ainsi que diverses autres instances comme le G7 et autres G20, avaient été créées pour servir les intérêts du capital US. Elles ne devaient leur pouvoir de régulation des relations économiques mondiales qu'à la capacité du capital US à faire régner sa propre loi. L'impuissance à laquelle elles sont réduites aujourd'hui est la conséquence des changements de rapport de forces géoéconomiques et géopolitiques qui se sont produits au cours des dernières décennies. Tout en conservant leur place de première puissance économique et militaire, les USA sont contraints de faire face à une concurrence économique importante, ainsi qu'à la remise en cause de leur leadership politique. Ils y répondent par une offensive protectionniste sans précédent qui s'accompagne de son

pendant militaire, la guerre par procuration en Ukraine contre la Russie, la mobilisation massive de forces aéronavales en soutien au plan de liquidation de la question palestinienne par Netanyahu.

Quant au capital financier mondialisé, concentré entre les mains des grands actionnaires des entreprises géantes et de l'oligarchie financière internationale, il est devenu incontrôlable aussi bien par les Etats nationaux, les banques centrales que par les institutions financières internationales. Il est à la dérive, sans amarres, et la question qui se pose, de façon de plus en plus urgente, est de comment en reprendre le contrôle, et avec lui, celle de l'ensemble de l'économie.

Pas d'autre gouvernance mondiale possible que celle des travailleurs

Pour certains économistes de la bourgeoisie, comme Joseph Stiglitz qui a récemment écrit une tribune dans les *Echos*, il faudrait « *rectifier la gouvernance du monde* ». Il écrit : « *Tandis que viennent de s'achever les réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le Moyen-Orient risque de basculer dans un conflit majeur, pendant que le reste du monde continue de se fracturer. Rarement les lacunes des dirigeants mondiaux et des accords institutionnels existants n'avaient été aussi flagrantes.* » Mais contrairement à ce qu'il avance, les « *lacunes des dirigeants mondiaux et des accords institutionnels existants* » n'ont qu'une responsabilité limitée dans la déroute actuelle. Et il ne suffira pas de les changer pour régler le problème.

La solution passe nécessairement par la remise en cause du système lui-même, l'abolition de la propriété privée et des rapports d'exploitation, du salariat, sur lequel il repose, la prise de contrôle de l'appareil mondial de production et d'échange par les travailleurs qui l'ont construit et le font tourner. Le fonctionnement de ces réseaux complexes de production et d'échange exige une coordination qui dépasse le cadre des vieilles frontières, une nouvelle gouvernance mondiale, démocratique, n'ayant pour objectif que la satisfaction des besoins de toutes et de tous, dans le respect des équilibres écologiques. La gouvernance des « *producteurs associés* ».

Daniel Minvielle

Face à la crise écologique, « urgence sanitaire mondiale », en finir avec la folie du nationalisme et du capitalisme

A lors que les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique frappent de plus en plus violemment une large fraction de la population mondiale, les rapports scientifiques qui se succèdent sont de plus en plus alarmistes, soulignent le caractère global de la menace et s'inquiètent de l'incapacité des gouvernements et des multinationales à en prendre la mesure pour y faire face.

Un nouveau rapport de l'ONU publié le 25 octobre met en garde « *contre six menaces qui pourraient faire basculer des systèmes indispensables à la vie humaine.* » : l'effondrement de la biodiversité, l'épuisement des eaux souterraines, la fonte des glaciers, l'augmentation des températures, la multiplication des débris spatiaux, l'incapacité d'assurer ces nouveaux risques. Six menaces parmi bien d'autres « *points de bascule de risques* » dont les

effets se combinent, menaçant directement à l'échelle de la planète les systèmes d'alimentation en eau et en nourriture, obligeant à « *considérer le monde comme un seul système connecté* ».

Le même jour, plus de 15 000 scientifiques signaient une tribune publiée dans plus de 200 revues scientifiques pour appeler, face à la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité, à une action commune, concertée à l'échelle de la planète car « *cette crise environnementale globale est désormais si grave qu'elle constitue une urgence sanitaire mondiale.* »

Mercredi 1er novembre, ce sont plusieurs organisations regroupant plus de 40 millions de professionnels de santé à travers le monde qui adressaient une lettre ouverte au président de la prochaine conférence internationale sur le climat (COP28) qui se tiendra fin novembre à Dubaï pour exiger la prise en compte des « *conséquences directes du changement climatique sur le bien-être personnel et les systèmes de santé* » et réclamer des mesures pour sortir des énergies fossiles pour « *sauver des vies* ».

Pourtant ces appels des scientifiques aux gouvernements et aux institutions internationales pèsent de bien peu de poids face à la folie de la logique d'un système capitalisme en faillite qui entraîne l'ensemble de la société dans une spirale mortifère de guerre, de crise économique, d'explosion des inégalités, de montée des nationalismes, des politiques réactionnaires et du militarisme dans tous les pays du globe.

En réalité, plus le discours des scientifiques se fait précis et alarmiste sur la catastrophe globale à venir qui menace les conditions d'existence de l'humanité, plus l'incurie des classes dirigeantes, des multinationales et des Etats à leur service apparaît de façon patente.

Un greenwashing des Etats et des multinationales pour nous vendre leur capitalisme vert...

Illustrant ce cynisme sans limites des classes dominantes, la COP28 se tiendra sous la présidence du Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie des Emirats arabes unis et patron du géant pétrolier Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) !

Alors que les scientifiques expliquent que le réchauffement climatique est pour l'essentiel lié à l'utilisation à très grande échelle des énergies fossiles, charbon, pétrole et gaz et que tout l'enjeu est d'en réduire l'utilisation, les multinationales des combustibles fossiles, comme en France TotalÉnergies, continuent à multiplier les projets d'exploitation de nouveaux gisements à travers le monde jusqu'en Arctique ou au fond des mers, tout en étant largement subventionnées par les Etats. Avec la complicité des Etats, elles ont donc aussi la mainmise sur les négociations autour de la transition énergétique, ce qui leur permet d'empêcher toute réelle décision de sortie des énergies fossiles, de garantir ainsi les surprofits qu'elles continuent à en tirer, tout en s'accaparant les finance-

ments publics et les nouveaux marchés des énergies renouvelables. Des méthodes mafieuses à l'image de ce capitalisme mondialisé sénile devenu de plus en plus prédateur, qui ne sait que traquer la moindre opportunité de valorisation du capital, quelles qu'en soient les conséquences pour l'environnement, pour les populations, pour l'avenir de l'humanité.

Ainsi en complète contradiction avec les discours officiels sur la transition énergétique, les subventions directes au pétrole, au charbon et au gaz ont largement dépassé la barre des 1 000 milliards de dollars l'an dernier. Le Fonds monétaire international (FMI), a recensé les aides directes de 170 pays aux combustibles fossiles : elles ont atteint 1 300 milliards de dollars en 2022, soit près de trois fois plus que leur niveau de 2020.

En 2022, les banques françaises ont participé au financement de l'expansion des énergies fossiles à hauteur de 13,6 milliards d'euros... Et TotalÉnergies vient d'annoncer 6,7 milliards de dollars (6,3 milliards d'euros) de bénéfices réalisés au troisième trimestre 2023, avec une production d'hydrocarbures en hausse de 5 %, et un taux de redistribution aux actionnaires en hausse de 7,5 % par rapport à 2022.

Les discours lénifiants sur l'écologie ne servent qu'à masquer cette froide réalité : les capitalistes mentent avec le plus parfait cynisme quand ils prétendent lutter contre le réchauffement climatique dont ils sont pour une large part responsables. La plateforme CarbonBombs a recensé 425 sites d'extraction d'énergies fossiles à travers le monde, en cours ou en projet, qualifiés de bombes climatiques car leur exploitation génèrera cinq fois plus d'émission de CO2 que la limite fixée par les scientifiques pour rester en dessous de 1,5°C d'augmentation de la température mondiale.

« *On a un problème de capitalisme. Le capitalisme tel qu'on le vit actuellement n'est pas compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique.* » n'a pu que déclarer Jean Jouzel, climatologue et ancien président du Giec, devant l'accueil glacial qu'il a reçu fin août lors de son passage à l'université d'été du Medef notamment de la part de Patrick Pouyanné, PDG de TotalÉnergies, qui lui a opposé « *la vie réelle* »... en clair les profits des actionnaires !

Alors que la concurrence capitaliste fait rage, la crise écologique globale ignore les frontières

L'argument de la lutte contre le réchauffement climatique, de la transition écologique est utilisé, dévoyé par tous les gouvernements, comme par les multinationales pour justifier des politiques de financement public dans le cadre d'une concurrence économique exacerbée à l'échelle de la planète. Une manne d'argent public non pour mettre en place une politique cohérente à l'échelle internationale pour limiter et s'adapter aux conséquences catastrophiques du réchauffement climatique mais pour ouvrir et développer les nouveaux marchés de la transi-

tion énergétique comme autant de nouvelles sources de profits.

Et dans cette course au capitalisme vert chaque Etat, chaque multinationale est en concurrence avec les autres, les Etats comme les multinationales multiplient les projets verts sans plan d'ensemble, sans cohérence, ni réelle volonté de freiner la marche à la catastrophe ni même de protéger les populations contre ses conséquences mais avec comme seule logique la valorisation du capital.

En France, la « *planification écologique* » vantée par Macron, censée permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 n'est rien d'autre qu'un vaste plan de financement public au service des multinationales françaises de l'énergie, de l'automobile, du bâtiment. Macron lors de son intervention fin septembre a eu le ridicule de parler d'un modèle d'« *écologie à la française* », pour plus concrètement appeler à « *une écologie créatrice de valeurs* » qu'il a traduite en souveraineté et compétitivité économique. Derrière ce prétendu modèle, il y a surtout de l'argent public offert aux patrons de différents secteurs industriels pour les aider à se positionner au mieux sur les marchés de la transition énergétique.

Ainsi, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, Macron veut financer le développement des filières de nouvelles énergies, comme l'hydrogène ou la biomasse, pour que leurs entreprises deviennent des précurseurs en position de monopole et leur garantir de futurs profits.

De même, avec son annonce de produire un million de voitures électriques par an en France, Macron qui « *adore la bagnole* » vise surtout à soutenir la multinationale Stellantis sur un marché en pleine expansion face à la concurrence des producteurs chinois.

Alors que le monde est confronté à une « *urgence sanitaire globale* », qui nécessiterait une profonde réorganisation de toute l'économie mondiale, le gouvernement comme tous les partis institutionnels cherchent à dévoyer les réelles inquiétudes d'une large fraction de la population face à la crise écologique qui se combine à la crise économique pour nous resservir les mêmes vieilles illusions qu'il serait possible de trouver des solutions dans le cadre de « nos » frontières nationales, sur la base de « nos » solutions industrielles, en concurrence avec les autres pays, les autres industriels !

Jusqu'au RN qui n'hésite pas à s'autoproclamer « *premier parti écologiste de France* » dans une opération de greenwashing des préjugés les plus réactionnaires, un « *nationalisme écologique* » qui au nom des « *circuits courts* » opposés à la mondialisation, n'offre comme perspective que le protectionnisme économique et l'affirmation identitaire.

Comme si la fermeture des frontières pouvait protéger d'un réchauffement climatique global dont les conséquences se manifestent à travers toute la planète ! Comme s'il pouvait y avoir des solutions à la crise climatique sans

avoir à s'affronter à la poignée de multinationales qui dominent toute la vie économique, sans remettre en cause le capitalisme et ses fondements, la propriété capitaliste, les Etats, les frontières.

Le décalage est de plus en plus profond entre ce greenwashing généralisé des classes dominantes et de leurs serviteurs et la nécessité d'une réponse globale internationale, reposant sur la solidarité entre les populations face à une catastrophe à l'ampleur mondiale qui oblige à remettre en cause le cadre étroit et réactionnaire des frontières nationales comme la folie de la concurrence et des marchés.

En finir avec les frontières et la domination des multinationales

La crise écologique, sous ses multiples aspects, réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution de l'eau, de l'air, des sols est un puissant révélateur du caractère global de la crise actuelle du capitalisme, de la faillite historique d'un système et de l'obstacle que constituent aujourd'hui les Etats, les frontières, les institutions qui le défendent pour y faire face.

L'incapacité des Etats à prendre à bras le corps la question climatique est la conséquence de leur soumission aux lois du marché et de la concurrence qui dirigent et dominent toute la marche de la société. Une organisation sociale aberrante dont les défenseurs prétendent, contre l'évidence même, qu'elle ne rend possible face à la crise écologique que des solutions qui entrent dans le cadre du marché, de l'initiative privée, de la concurrence et du profit.

La propriété capitaliste des moyens de production permet à une poignée de multinationales de soumettre toute la production des biens indispensables à la vie sociale à la seule logique d'une course aux profits sans limite, sans aucune considération pour les besoins réels des populations ni pour la préservation de notre environnement. En s'étendant à toute la planète, le mode de production capitaliste a révélé à quel point il empêchait la société humaine d'être maîtresse de son destin pour faire face à des menaces globales engendrées par sa folie productiviste mortifère. C'est cette logique aveugle d'une classe minoritaire qui s'accroche à un système en faillite qui conduit toute la société dans une impasse, entraînant l'explosion des inégalités sociales, une destruction de l'environnement qui menace les conditions d'existence de l'humanité et une exacerbation de la concurrence, des nationalismes, avec la menace d'une généralisation de la guerre.

Le caractère mondial de la crise climatique, écologique appelle des réponses concertées, planifiées à l'échelle internationale. Face à cette « *urgence sanitaire mondiale* » dont s'alarment les scientifiques l'urgence est de mobiliser tous les moyens humains, scientifiques, techniques pour mettre en œuvre des politiques internationales faisant passer l'intérêt général à long terme avant les intérêts à courte vue des classes dominantes et des gouvernements à leur service.

C'est une autre logique sociale que celle du profit qu'il s'agit d'imposer et cela implique de s'affronter directement aux intérêts sociaux et politiques des classes dominantes, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires, de remettre en cause la propriété capitaliste.

Pour imposer une autre organisation de la production et des échanges, il n'y a pas d'autres issues pour le monde du travail et la jeunesse que d'exercer directement leur contrôle en empiétant sur la propriété capitaliste jusqu'à l'expropriation des principales multinationales pour les prendre en main et s'en servir de levier dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie.

Cela implique aussi d'en finir avec les cadres nationaux et les rivalités entre Etats, avec la concurrence économique, la fuite en avant dans la course à la productivité, à la compétitivité.

De tels bouleversements sont non seulement indispensables face à l'urgence de la situation mais aussi possibles car, malgré le parasitisme du capitalisme, les progrès des sciences et des techniques, le développement des moyens de production et d'une classe ouvrière à l'échelle mondiale ont créé les conditions et les bases matérielles pour une autre organisation sociale, un autre mode de production capables de prendre en compte les besoins réels des populations et les limites des ressources de notre environnement.

La contradiction entre la prise de conscience de plus en plus largement partagée de la gravité du changement climatique et le cynisme et l'incurie des classes dominantes contribue à faire évoluer les consciences, à dissiper les illusions dans la bonne volonté des Etats, des multinationales, à révéler l'impuissance des grandes institutions internationales face à la cupidité des classes dominantes. Elle oblige à prendre conscience de la nécessité de ne compter que sur nos mobilisations, sur nos luttes pour changer le système.

Ainsi, en amont de cette prochaine mascarade que sera la COP28, de nombreuses associations ont lancé une mobi-

lisation mondiale *Power up* pour dénoncer la responsabilité des multinationales des énergies fossiles non seulement dans le réchauffement climatique mais aussi dans l'exacerbation de l'oppression et des guerres, et appeler à prendre sur leurs profits pour financer une réelle transition écologique.

L'impasse insupportable que représente la folie du capitalisme en crise ne peut qu'engendrer de la contestation, de la révolte, révolte face à la crise écologique, révolte contre les inégalités, contre la montée des idées réactionnaires, du poison nationaliste et de la menace des guerres. C'est bien cette révolte sociale, démocratique qui est porteuse de la rupture possible et nécessaire avec le capitalisme en toute indépendance de ses institutions, porteuse d'un autre avenir, permettant d'organiser la production des biens utiles aux populations de la façon la plus rationnelle et respectueuse possible de l'environnement.

Cette rupture est inscrite dans le développement historique de la société.

L'évolution même du capitalisme a rendu caduque la propriété privée des moyens de production qui sont aujourd'hui organisés à l'échelle de la planète comme les frontières qui la protègent à l'heure de la libre circulation des capitaux. Elle rend l'organisation capitaliste de la production et des échanges complètement dépassée par rapport aux possibilités qu'elle ouvre, en opposition aux besoins sociaux qu'elle est incapable de satisfaire. Les forces réactionnaires qui la défendent parce qu'elles ont peur de perdre quelques privilèges voudraient nous ramener en arrière en attisant les nationalismes, les rivalités et les haines. Notre tâche, à l'opposé, est d'être des acteurs de l'évolution de la société afin qu'elle achève son œuvre pour se débarrasser des scories du passé et contribuer à la naissance d'une société de coopération et de solidarité, réconcilier l'homme avec la nature.

Bruno Bajou